



## **Déclaration commune de Pax Christi- France et de Pax Christi- Royaume Uni** **1<sup>er</sup> février 2010**

Les sections de Grande Bretagne et de France du Mouvement International Pax Christi souhaitent affirmer conjointement que les armes nucléaires possédées par leurs deux pays doivent être abolies.

Comme le Vatican l'a répété avec insistance dans les récentes années, la stratégie de la dissuasion nucléaire est à la fois « néfaste et fallacieuse ». Parce que le principe de dissuasion ne peut être efficace que si on a la réelle volonté de passer si nécessaire à l'acte, la dissuasion nucléaire implique que l'on est délibérément prêt à tuer une multitude personnes innocentes, quel que soit l'objectif visé par les armes.

De tels assassinats, et la détermination à les perpétrer, sont clairement contraires à l'enseignement de l'Eglise. En conséquence, les armes nucléaires doivent être éliminées le plus rapidement possible. Ce n'est pas seulement une obligation morale : en 1996, la Cour Internationale de Justice déclara que la négociation pour l'abolition des armes nucléaires était une obligation légale.

Il y a également une raison supplémentaire pour que nos deux pays prennent actuellement cette initiative conjointe. En effet, la Conférence de révision du Traité de Non-Prolifération Nucléaire (TNP) - la seule barrière de droit international à l'expansion des armes nucléaires - va se tenir à Genève en Mai 2010 ; il est nécessaire de la soutenir par tous les moyens. Sans ce soutien, il y a un réel danger que des pays non-nucléaires soient tentés d'acquérir ce même type d'armes.

Comme le soulignait le Général Sir Hugh Beach dans Just Peace, le journal de Pax Christi UK : « *Tous les arguments en faveur de la non-prolifération nucléaires tombent dans l'oreille de sourds tant que nos pays continuent à prétendre que les armes nucléaires sont la clef de voute de leur capacité à nous défendre* ». Alors, la vertu de décision dont témoigneraient la France et la Grande Bretagne en renonçant à leurs propres armes nucléaires constituerait un appui considérable au succès de la Conférence de révision du TNP.

Il y a aussi d'autres raisons de circonstance.

En Grande Bretagne, une élection générale va avoir lieu dans les mois qui viennent. Il est donc bon de rappeler aux responsables politiques l'enseignement de l'Eglise sur les armes nucléaires. On rappellera aussi que le coût d'achat et de maintenance du Trident, nouvelle génération d'armes nucléaires, dépassera les 76 milliards de livres. Ce surcoût doit être mis en face de la nécessité de revoir les dépenses publiques en faveur de projets qui favorisent le développement humain, protègent l'environnement et réduisent la dette publique pour les prochaines années. Abolir cet arsenal nucléaire excessivement coûteux, qui en fait accroît l'insécurité globale et n'est pas une réponse adaptée aux véritables menaces, comme le terrorisme ou le réchauffement de la planète, serait une avancée majeure dans la bonne direction. Ce problème doit être clairement placé au centre de la prochaine campagne électorale.

En France, la dissuasion nucléaire n'a jamais fait l'objet de véritables débats publics ou politiques. Les gouvernements qui se sont succédé, de droite comme de gauche, semblent s'accorder sur un consensus qui n'a rien à voir avec la morale. Pourtant, des signes indiquent un changement. Deux anciens premiers ministres, Michel Rocard et Alain Juppé, avec le général Bernard Norlain et l'ancien ministre de la défense Alain Richard, dans un article très remarqué du journal Le Monde du 15 octobre 2009, ont conclu que « *la réussite de la non-prolifération est une nécessité première pour la paix, et elle repose sur des initiatives urgentes et beaucoup plus radicales des cinq puissances nucléaires reconnues par le traité de 1968. Elles doivent engager un processus conduisant de manière planifiée au désarmement complet, y associer pleinement les trois puissances nucléaires de fait, écarter tout projet de développement d'arme nouvelle* ».

Pax Christi-France est engagé avec d'autres associations dans la campagne ICAN (International Campaign Against Nuclear weapons). Pax Christi-France demande qu'un premier pas soit fait en réduisant l'état d'alerte des armes nucléaires en séparant les têtes nucléaires de leur vecteurs pour éviter toute méprise catastrophique. Il demande également au Président de la République d'annoncer un débat public pour préparer à terme la défense de la France sans force de frappe nucléaire.